A°. 1921.  N°. 49.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 1sten Augustus 1921, No. 829, bepalende de opneming in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 21sten Mei 1921* (Staatsblad *No. 733*), *houdende bekendmaking in het* Staatsblad *van het op 30 Juni 1920 te* Bern *geteekend internationaal verdrag, betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 6 Juli 1921, 4de Afdeeling, N°. 29/276, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 21sten Mei 1921 (*Staatsblad* N°. 733), houdende bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 30 Juni 1920 te *Bern* geteekend internationaal verdrag, betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten;

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 21 Mei 1921 (*Staatsblad* N°. 733), nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden opgenomen.

De wd. Gouverneur voornoemd,
J. B. GORSIRA.

Uitgegeven den 15n. Augustus 1921.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 30 Juni 1920 te *Bern* geteekend internationaal verdrag betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten en het daarbij behoorend proces-verbaal van onderteekening, welk verdrag is goedgekeurd bij de wet van 19 Maart 1921 (*Staatsblad* nº 612) en waarvan een afdruk met vertaling bij dit besluit is gevoegd;

Overwegende, dat de bekrachtigingsoorkonden van *Duitschland*, *Frankrijk*, *Polen*, *Zweden*, *Zwitserland* en *Tunis* op 30 September 1920 te *Bern* zijn nedergelegd;

dat de bekrachtigingsoorkonde van *Tsjecho-Slowakije* op 1 November 1920 aldaar is nedergelegd en de Nederlandsche bekrachtigingsoorkonde op 24 Maart 1921;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 18den Mei 1921, Directie van het Protocol, nº 10728;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Meergenoemd verdrag, het daarbij behoorend proces-verbaal van onderteekening en het proces-verbaal van de nederlegging der bekrachtigingsoorkonden van 30 September 1920, benevens eene vertaling van die stukken, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Een opgave van de landen die het verdrag tot dusver hebben bekrachtigd of daartoe zijn toegetreden, is mede bij dit besluit gevoegd.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 21sten Mei 1921.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *tweeden* Juni 1921.

De Minister van Justitie,
HEEMSKERK.

Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Les Plénipotentiaires soussignés des Pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté le texte suivant destiné à garantir et à faciliter l'exercice normal des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale:

Article premier. Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883, revisée à Washington en 1911, pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention ou modèles d'utilité, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles, qui n'étaient pas encore expirés le 1er août 1914 et ceux qui auraient pris naissance pendant la guerre ou auraient pu prendre naissance si la guerre n'avait pas eu lieu, seront prolongés par chacune des Hautes Parties contractantes en faveur des titulaires des droits reconnus par la Convention précitée, ou leurs ayants cause, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Toutefois, cette prolongation de délai ne portera pas atteinte aux droits de toute Haute Puissance contractante ou de toute personne qui seraient, de bonne foi, en possession, au moment de la mise en vigueur du présent Arrangement, de droits de propriété industrielle en opposition avec ceux demandés en revendiquant le délai de priorité. Elles conserveront la jouissance de leurs droits, soit personnellement, soit par tous agents ou titulaires de licence auxquelles elles les auraient concédés avant la mise en vigueur du présent Arrangement, sans pouvoir, en aucune manière, être inquiétées ni poursuivies comme contrefacteurs.

Art. 2. Un délai d'une année à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux titulaires des droits reconnus par la Convention pour accomplir toute acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation

prescrite par les lois et règlements de chaque Etat pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1er août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite avant la guerre ou pendant sa durée.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de payement d'une taxe seront remis en vigueur, sous réserve des droits que des tiers possèdent de bonne foi sur des brevets d'invention ou modèles d'utilité ou sur des dessins et modèles industriels.

Art. 3. La période comprise entre le 1er août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Arrangement n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou l'exploitation de dessins et modèles industriels; en outre, il est convenu qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou dessin ou modèle industriel qui était encore en vigueur au 1er août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d' annulation du seul chef de non-exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Art. 4. Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection; elles n'empêchent pas de revendiquer l'application de prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant; elles laissent également subsister les accords plus favorables et non contraires que les Gouvernements des pays signataires auraient conclus ou concluraient entre eux sous forme de traités particuliers ou de clauses de réciprocité.

Art. 5. Les dispositions du présent Arrangement n'affectent en rien les stipulations convenues entre les pays belligérants dans les Traités de paix signés à Versailles le 28 juin 1919 et à St. Germain le 10 septembre 1919, pour autant que ces stipulations contiennent des réserves, des exceptions ou des restrictions.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Berne dans un délai maximum de trois mois. Il entrera en vigueur le jour même où le procès-verbal du dépôt des ratifications aura été dressé, entre les Hautes Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié, et pour toute autre Puissance à la date du dépôt de sa ratification.

Les pays qui n'auront pas signé le présent Arrangement pourront y accéder sur leur demande. Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera, de plein droit et sans délai, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans le présent Arrangement.

Il aura la même force que la Convention générale et il sera mis hors d'effet, par simple décision d'une Conférence (art. 14 de la Convention), lorsqu'il aura rempli son but transitoire.

Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire lequel sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays signataires.

Fait à Berne, le 30 juin 1920.

Pour l' Allemagne :
KÖCHER.

Pour la France :
H. ALLIZÉ.

Pour les Pays-Bas :
VAN PANHUYS.

Pour la Pologne :
J. PERLOWSKI.

Pour le Portugal :
A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.

Pour la Suède :
P. DE ADLERCREUTZ.
(Sous la réserve indiquée au procès-verbal.)

Pour la Suisse :
MOTTA.

Pour la Tchéco-Slovaquie :
DR. CYRILL DUCEK.

Pour la Tunisie :
H. ALLIZÉ.

Procès-verbal de signature.

Les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Avant la signature, ils ont pris connaissance de la Déclaration explicative suivante lue par M. le Plénipotentiaire de la Suisse :

,,A la demande de plusieurs Gouvernements adressée au Conseil fédéral suisse, il est constaté formellement que, comme celui-ci l'a exposé dans sa note du 29 mai 1920, la date du premier échange des ratifications sera considérée pour tous les pays adhérents au présent Arrangement ou qui y adhéreront dans l'avenir, comme le point de départ des divers délais qui y sont prévus.''

M. le Plénipotentiaire de la Suède a lu ensuite la Déclaration suivante :

,,La Suède adhère au présent Arrangement seulement en ce qui concerne les brevets d'invention et les modèles d'utilité, à l'exclusion des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels et cela sous les restrictions suivantes :

1. D'après la législation en vigueur en Suède, laquelle ne peut être modifiée sans le concours du Parlement, le délai de priorité dont il est question à l'article premier du présent Arrangement, expire le 30 juin 1920.

2. Conformément à une loi suédoise qui vient d'être adoptée, la demande tendant à ce qu'une demande de brevet d'invention qui aura été frappée de déchéance ou rejetée, soit examinée à nouveau, devra être déposée avant le premier janvier 1921 ou, lorsque la Déclaration de déchéance ou de rejet interviendra après le 30 juin 1920, dans les six mois qui suivront la décision.

D'après la même loi, la demande tendant à la restauration

d'un brevet d'invention devra être déposée avant le premier janvier 1921.

Toutefois, il est prévu que, par une mesure générale, ces délais pourront être prorogés de six mois."

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent procès-verbal.

Fait à Berne, le trente juin 1920.

Pour l' Allemagne :
KÖCHER.

Pour la France :
H. ALLIZÉ.

Pour les Pays-Bas :
VAN PANHUYS.

Pour la Pologne :
J. PERLOWSKI.

Pour le Portugal :
A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.

Pour la Suède :
P. DE ADLERCREUTZ.

Pour la Suisse :
MOTTA.

Pour la Tchéco-Slovaquie :
DR. CYRILL DUCEK.

Pour la Tunisie :
H. ALLIZÉ.

Procès-verbal du dépot de ratifications de l'arrangement, signé à Berne le 30 juin 1920, concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

En exécution de l'Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale, signé à Berne le 30 juin 1920, et ensuite de l'invitation adressée à cet effet par note du 11 septembre 1920 du Conseil fédéral suisse aux Gouvernements des Hautes Parties signataires, les soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis aujourd'hui au Palais fédéral, à Berne, pour procéder à l'examen et au dépôt des actes de ratification de leurs Gouvernements respectifs sur l'Arrangement précité.

Les instruments de ces actes ont été produits et, reconnus en bonne et due forme, ont été remis entre les mains du représentant du Gouvernement suisse pour être déposés dans les archives de la Confédération.

L'acte de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède fait mention des deux réserves dont le texte figure au Procès-verbal de signature du 30 juin 1920.

Il est constaté, en outre, que, d'après la Déclaration explicative lue par M. le Plénipotentiaire de la Suisse lors de la signature de l'Arrangement et inscrite au Procès-verbal du 30 juin 1920, c'est la date de ce premier échange des ratifications, soit le 30 septembre 1920, qui sera considérée par tous les pays qui participent à l'Arrangement ou qui y adhéreront à l'avenir comme le point de départ des délais prévus aux articles 1 à 3.

Enfin, les soussignés constatent que, d'après les documents qui leur sont présentés par le représentant du Gouvernement suisse, les accessions des pays suivants ont été notifiées au Conseil fédéral suisse dans l'intervalle entre la signature de l'Arrangement et ce jour :

Maroc (Territoire du Protectorat français), le 10 juillet, par note de l'Ambassade de France, à Berne.

Grande-Bretagne, le 31 août, par note de la Légation Britannique, à Berne.

Toutefoit, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique subordonne son accession à la réserve suivante:

„Les délais extensifs prévus par les articles 1 et 2 de l' Arrangement expireront, en ce qui concerne le Royaume-Uni, le 10 janvier 1921."

Ledit Gouvernement se réserve la faculté d'adhérer ultérieurement à l'Arrangement pour les possessions britanniques d'outre-mer qui ont signé la Convention d'Union revisée de 1900 (Paris-Bruxelles) ou celle de 1911 (Paris-Bruxelles-Washington).

En conséquence, l'Arrangement susmentionné est entré en vigueur ce jour entre les Etats suivants: Allemagne, France, Grande-Bretagne (sous la réserve transcrite ci-dessus), Maroc (Territoire du Protectorat français), Pologne, Suède (sous les deux réserves mentionnées ci-dessus), Suisse et Tunisie.

Les Gouvernements des Etats ci-après ne sont pas encore en mesure de déposer leur ratification: Pays-Bas, Portugal, Tchécoslovaquie.

En foi de quoi a été dressé le présent Procès-verbal, qui sera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par le Gouvernement de ce pays aux Gouvernements des autres pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Fait à Berne, le 30 septembre 1920.

Pour l'Allemagne :
KÖCHER.

Pour la France :
H. ALLIZÉ.

Pour la Pologne :
J. DE MODZELEWSKI.

Pour la Suède :
P. DE ADLERCREUTZ.

Pour la Suisse :
MOTTA.

Pour la Tunisie :
H. ALLIZÉ.

VERTALING.

Schikking betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten.

De ondergeteekende Gevolmachtigden van de Landen, toegetreden tot de internationale Unie tot bescherming van den industrieelen eigendom, behoorlijk gemachtigd door hunne wederzijdsche Regeeringen, hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging, den volgenden tekst vastgesteld, welke ten doel heeft de normale uitoefening van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten te waarborgen en te vergemakkelijken:

Artikel 1. De termijnen van voorrang, genoemd in artikel 4 van het internationaal Verdrag van Parijs van 20 Maart 1883, herzien te Washington in 1911, voor het depot of de inschrijving van aanvragen om octrooien van uitvinding of van gebruiksmodellen, van fabrieks- of handelsmerken, van teekeningen en modellen, welke op 1 Augustus 1914 nog niet waren verloopen, en die, welke gedurende den oorlog mochten zijn begonnen te loopen of zouden kunnen zijn begonnen te loopen, indien de oorlog niet had plaats gegrepen, zullen door elk der Hooge contracteerende Partijen worden verlengd ten voordeele van de houders der door het genoemde Verdrag erkende rechten, of derzelver rechtverkrijgenden, tot den afloop van een termijn van zes maanden, te rekenen van de inwerkingtreding der tegenwoordige Schikking af. Nochtans zal die verlenging geen inbreuk maken op de rechten van eenige Hooge contracteerende Mogendheid of van eenig persoon, die op het oogenblik van de inwerkingtreding van de tegenwoordige Schikking te goeder trouw in het bezit mocht zijn van industrieele eigendomsrechten, welke in strijd zijn met die, welke worden gevraagd met beroep op den verlengden termijn van voorrang. Zij zullen het genot hunner rechten behouden, hetzij persoonlijk, hetzij door elken vertegenwoordiger of licentiehouder, aan wien zij die mochten hebben afgestaan vóór de inwerkingtreding der tegenwoordige Schikking, zonder op eenige wijze te kunnen worden aangesproken of vervolgd als namaker.

Artikel 2. Eene verlenging van een jaar, te rekenen van de inwerkingtreding van de tegenwoordige Schikking af, zal zonder eenige bijbetaling of boete worden toegestaan aan de houders van de door het Verdrag erkende rechten, om elke handeling te verrichten, aan elke formaliteit te voldoen, elke taxe te betalen en in het algemeen elke verplichting na te komen, voorgeschreven door de wetten en reglementen van elken Staat tot behoud of verkrijging van die industrieele eigendomsrechten, welke op 1 Augustus 1914 reeds waren verworven of, indien de oorlog niet had plaats gegrepen, sinds dien datum hadden kunnen verworven zijn als gevolg van eene aanvrage, vóór of gedurende den oorlog gedaan.

De industrieele eigendomsrechten, die mochten zijn vervallen ten gevolge van het niet verrichten eener handeling, het niet voldoen aan eene formaliteit of het niet betalen van een taxe, zullen wederom van kracht worden onder voorbehoud van de rechten, welke derden te goeder trouw bezitten op octrooien van uitvinding of op gebruiksmodellen of op teekeningen en modellen van nijverheid.

Artikel 3. Het tijdperk, gelegen tusschen 1 Augustus 1914, en den datum der inwerkingtreding van de tegenwoordige Schikking zal niet medetellen voor den termijn, voorgeschreven voor het in toepassing brengen van een octrooi of voor het gebruik van fabrieks- of handelsmerken of het toepassen van teekeningen en modellen van nijverheid; bovendien is overeengekomen, dat geen enkel octrooi, fabrieks- of handelsmerk, teekening of model van nijverheid, op 1 Augustus 1914 nog van kracht, zal kunnen vervallen of worden nietig verklaard, enkel uit hoofde van niet-toepassing of niet-gebruik, vóór den afloop van een termijn van twee jaren, te rekenen van de inwerkingtreding der tegenwoordige Schikking af.

Artikel 4. De bepalingen der tegenwoordige Schikking houden slechts een minimum van bescherming in; zij verhinderen niet, dat de toepassing geëischt wordt van ruimere voorschriften, die mochten zijn vastgesteld door de nationale wetgeving van een contracteerend land; eveneens laten zij onaangetast gunstiger en niet strijdige overeenkomsten, welke de Regeeringen der onderteekenende landen onderling mochten hebben gesloten of mochten sluiten in den vorm van bijzondere verdragen of bedingen van wederkeerigheid.

Artikel 5. De bepalingen der tegenwoordige Schikking

hebben geenerlei invloed op de bedingen, overeengekomen tusschen de oorlogvoerende landen in de Vredesverdragen, geteekend te Versailles den 28sten Juni 1919 en te St. Germain den 10en September 1919, voor zoover die bedingen een voorbehoud, uitzonderingen of beperkingen bevatten.

De tegenwoordige Schikking zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te Bern binnen een tijdsverloop van ten hoogste drie maanden. Zij zal in werking treden tusschen de Hooge contracteerende Partijen, die haar op deze wijze zullen bekrachtigd hebben, op den dag, waarop het proces-verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging zal zijn opgesteld en voor elke andere Mogendheid op den datum van de nederlegging harer akte van bekrachtiging.

De landen, die de tegenwoordige Schikking niet hebben geteekend, zullen op hun verzoek kunnen toetreden. Van deze toetreding zal aan de Regeering van den Zwitserschen Bond schriftelijk kennis worden gegeven en door dezen aan alle andere Regeeringen. Zij zal ten volle en zonder uitstel met zich medebrengen instemming met alle bepalingen en toelating tot alle voordeelen als in de tegenwoordige Schikking overeengekomen.

Zij zal dezelfde kracht hebben als het algemeene Verdrag en zal buiten werking worden gesteld door eenvoudig besluit van eene conferentie (art. 14 van het Verdrag), wanneer zij hare taak van overgangsmaatregel zal hebben vervuld.

De tegenwoordige Schikking zal worden geteekend in een enkel exemplaar, hetwelk in de archieven van de Regeering van den Zwitserschen Bond zal worden nedergelegd. Een gewaarmerkt afschrift zal door deze Regeering aan elk van de Regeeringen der onderteekenende landen worden overgegeven.

Gedaan te Bern den 30sten Juni 1920.

Voor Duitschland :
KÖCHER.

Voor Frankrijk :
H. ALLIZÉ.

Voor Nederland :
VAN PANHUYS.

Voor Polen :
J. PERLOWSKI.

Voor Portugal :
A. M. Bartholomeu Ferreira.

Voor Zweden :
P. de Adlercreutz.
(Onder het in het proces-verbaal omschreven voorbehoud.)

Voor Zwitserland :
Motta.

Voor Tsjecho-Slowakije :
Dr. Cyrill Ducek.

Voor Tunis :
H. Allizé.

VERTALING.

Proces-verbaal van onderteekening.

De ondergeteekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, zijn heden bijeengekomen ten einde over te gaan tot de onderteekening van het verdrag betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten.

Vóór de onderteekening hebben zij kennis genomen van de volgende verklaring, afgelegd door den gevolmachtigde van Zwitserland :

„Op het door meerdere Regeeringen tot den Zwitserschen Bondsraad gerichte verzoek, wordt uitdrukkelijk vastgesteld, dat, zooals deze in zijne nota van 29 Mei 1920 heeft uiteengezet, voor alle landen die zijn toegetreden of die in de toekomst zullen toetreden tot het tegenwoordige verdrag, de datum van de eerste uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden zal worden beschouwd als punt van uitgang voor de verschillende in het verdrag vermelde termijnen."

De gevolmachtigde van Zweden heeft vervolgens de volgende verklaring afgelegd :

„Zweden treedt tot het tegenwoordige verdrag toe slechts voor wat betreft de octrooien van uitvinding en de gebruiksmodellen, met uitsluiting van de fabrieks- of handelsmerken en van de teekeningen en modellen van nijverheid, en wel met de volgende beperkingen :

1. Volgens de huidige wetgeving in Zweden, welke niet zonder de medewerking van het Parlement kan worden gewijzigd, verloopt de termijn van voorrang, bedoeld in artikel 1 van de tegenwoordige schikking, op 30 Juni 1920.

2. Overeenkomstig eene zoo juist aangenomen Zweedsche wet, zal het verzoek tot het opnieuw in onderzoek nemen van eene aanvrage om een octrooi van uitvinding, welke aanvrage mocht zijn vervallen of afgewezen, moeten worden ingediend vóór den 1sten Januari 1921, of, wanneer de vervallenverklaring of afwijzing mocht hebben plaats gehad nà den 30sten

Juni 1920, binnen zes maanden na de beslissing. Volgens dezelfde wet zal de aanvrage strekkende tot herstel van een octrooi van uitvinding moeten worden ingediend vóór den 1sten Januari 1921.

Evenwel is er in voorzien, dat bij algemeenen maatregel deze termijnen met zes maanden kunnen worden verlengd."

Ten blijke waarvan, de ondergeteekende gevolmachtigden zich met dit proces-verbaal hebben vereenigd.

Gedaan te Bern, den dertigsten Juni 1920.

Voor Duitschland :
KÖCHER.

Voor Frankrijk :
H. ALLIZÉ.

Voor Nederland :
VAN PANHUYS.

Voor Polen :
J. PERLOWSKI.

Voor Portugal :
A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.

Voor Zweden :
P. DE ADLERCREUTZ.

Voor Zwitserland :
(*Get.*) MOTTA.

Voor Tsjecho-Slowakije :
DR. CYRILL DUCEK.

Voor Tunis :
H. ALLIZÉ.

VERTALING.

Proces-verbaal van de nederlegging der bekrachtigingsoorkonden van het op 30 Juni 1920 te Bern geteekend verdrag betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten.

Ter uitvoering van het op 30 Juni 1920 te Bern geteekend verdrag betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten en op de door den Zwitserschen Bondsraad in zijne nota van 11 September 1920 tot de Regeeringen der Hooge onderteekenende Partijen gerichte uitnoodiging, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, heden bijeengekomen in het Bondspaleis te Bern, ten einde over te gaan tot het onderzoek en tot het nederleggen der bekrachtigingsoorkonden van hunne Regeeringen met betrekking tot bovengenoemd verdrag.

Deze oorkonden zijn ter tafel gebracht en, in goeden en behoorlijken vorm bevonden zijnde, zijn zij in handen gesteld van den vertegenwoordiger der Zwitsersche Regeering, om in de archieven van de Bondsregeering te worden nedergelegd.

De bekrachtigingsoorkonde van Zijne Majesteit den Koning van Zweden maakt melding van de twee voorbehouden waarvan de tekst voorkomt in het Proces-verbaal van onderteekening van 30 Juni 1920.

Tevens wordt hierbij vastgesteld, dat blijkens de door den Zwitserschen gevolmachtigde bij de onderteekening van het verdrag voorgelezen verklaring, opgenomen in het Procesverbaal van 30 Juni 1920, de datum van deze eerste uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, derhalve de 30ste September 1920, voor alle landen die partijen zijn bij het verdrag of die er in de toekomst toe zullen toetreden, zal worden beschouwd als punt van uitgang voor de termijnen vermeld in de artikelen 1 tot 3.

Verder stellen de ondergeteekenden vast, dat, blijkens de bescheiden, die hen door den vertegenwoordiger der Zwitsersche Regeering worden overgelegd, de toetredingen der volgende landen ter kennis zijn gebracht van den Zwitserschen Bondsraad in de tijdsruimte gelegen tusschen de onderteekening van het verdrag en den dag van heden :

Marokko (Gebied van het Fransche Protectoraat), den 10den Juli, bij nota van de Fransche Ambassade te Bern;

Groot-Britannië, den 31sten Augustus, bij nota van het Britsche Gezantschap te Bern.

Evenwel maakt de Regeering van Zijne Britsche Majesteit hare toetreding ondergeschikt aan het volgend voorbehoud:

,,De verlengde termijnen bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het verdrag, zullen, voor zooveel het Vereenigd Koninkrijk betreft, afloopen op den 10den Januari 1921.''

Genoemde Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor om later tot het verdrag toe te treden voor de overzeesche Britsche bezittingen, die het herziene Unie-Verdrag van 1900 (Parijs-Brussel) of dat van 1911 (Parijs-Brussel-Washington) hebben geteekend.

Dientengevolge is meergenoemd verdrag heden in werking getreden tusschen de volgende Staten: Duitschland, Frankrijk, Groot-Britannië (onder het bovenomschreven voorbehoud), Marokko (Gebied van het Fransche Protectoraat), Polen, Zweden (onder de twee vermelde voorbehouden), Zwitserland en Tunis.

De Regeeringen der hiernagenoemde Staten zijn nog niet in staat hare bekrachtigingsoorkonden neder te leggen: Nederland, Portugal, Tsjecho-Slowakije.

Ter oorkonde waarvan dit Proces-verbaal is opgemaakt, dat zal worden nedergelegd in de archieven van den Zwitserschen Bond en waarvan een gewaarmerkt afschrift door de Zwitsersche Regeering zal worden toegezonden aan de Regeeringen der andere landen, leden van de Internationale Unie voor de bescherming van den industrieelen eigendom.

Gedaan te Bern, den 30sten September 1920.

Voor Duitschland :
KÖCHER.

Voor Frankrijk :
H. ALLIZÉ.

Voor Polen :
J. DE MODZELEWSKI.

Voor Zweden :
P. DE ADLERCREUTZ.

Voor Zwitserland :
MOTTA.

Voor Tunis :
H. ALLIZÉ.

Opgave van de landen die het verdrag betreffende het behoud of het herstel van de door den wereldoorlog getroffen industrieele eigendomsrechten hebben bekrachtigd of die daartoe zijn toegetreden.

Het verdrag is bekrachtigd door: Duitschland, Frankrijk, Polen, Zweden (onder de beperkingen, vermeld in de in het proces-verbaal van onderteekening opgenomen verklaring), Zwitserland, Tunis, Tsjecho-Slowakije en Nederland.

Tot het verdrag zijn toegetreden:

Marokko (Fransch protectoraatsgebied), Groot-Britannië (onder het voorbehoud, dat de bij de artikelen 1 en 2 van het verdrag voorziene termijnen, voor wat het Vereenigd Koninkrijk betreft, zullen afloopen op 10 Januari 1921), Spanje, Brazilië, Oostenrijk, Japan, Ceylon, Trinidad, Noorwegen (met uitzondering voor wat betreft handelsmerken en teekeningen van nijverheid), Denemarken (onder de hierna te vermelden beperkingen), Nieuw-Zeeland, Servië, België en Hongarije.

De toetreding van Denemarken heeft enkel betrekking op octrooien van uitvinding en gebruiksmodellen, met uitsluiting van fabrieks- of handelsmerken en van teekeningen en modellen van nijverheid, en brengt de volgende beperkingen mede:

1º Artikel 2 van het verdrag zal slechts van toepassing zijn op octrooien die hunne geldigheid hebben verloren gedurende het tijdperk vallende tusschen 1 Augustus 1914 en 22 December 1919 en op aanvragen waarvan het onderzoek is beëindigd gedurende het tijdvak vallende tusschen 1 Augustus 1914 en 31 December 1919;

2º De bepaling van artikel 3 van het verdrag (2de zinsnede) volgens welke geen enkel octrooi, op 1 Augustus 1914

nog van kracht, zal kunnen vervallen of worden nietig verklaard enkel uit hoofde van niet-toepassing vóór den afloop van een termijn van twee jaren, te rekenen van de in werking treding van het verdrag af, zal in Denemarken slechts van toepassing zijn tot aan het einde van het jaar 1921.